

Mobilisation, le 15 mai, contre l'austérité

En matière de salaires et de pouvoir d'achat, la situation imposée aux fonctionnaires et aux contractuels publics, est catastrophique et sans précédent.

Le gouvernement a annoncé le gel de la valeur du point indiciaire, commencé depuis 2010, jusqu'à 2017! La perte de pouvoir d'achat, en ce printemps 2014, est déjà considérable d'autant que les augmentations de cotisations de retraites (2,29% depuis 2010) aggravent le gel du point. Si les agents de la fonction publique ne parviennent pas à faire reculer le gouvernement, leur pouvoir d'achat devrait donc continuer à se dégrader sérieusement pendant les prochaines années. Les mesures en faveur de la catégorie C et des débuts de la catégorie B, ne feront qu'atténuer l'austérité pour ces agents dont le pouvoir d'achat est déjà particulièrement faible. Pour tous les fonctionnaires, en plus de la baisse du pouvoir d'achat, c'est un écrasement des carrières qui est constaté et qui va s'amplifier de toute évidence dans les prochaines années. Par ailleurs, en dehors des petites pensions, les retraites ne seront pas revalorisées au mieux avant fin 2015.

En matière d'emplois, la situation dans la plupart des secteurs des trois versants de la fonction publique (Etat, territoriale, hospitalière) est aussi grave.

La «sanctuarisation» annoncée pour la recherche par le Président de la République ne concerne pas les postes mais le Crédit d'Impôt Recherche et les Programmes liés au Grand Emprunt. Dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche, la masse salariale sera encore insuffisante et les «gels» d'emplois continueront à se généraliser. Comme dans tous les versants de la fonction publique c'est aussi la suppression des postes et donc la baisse des recrutements et des promotions qui est à l'ordre du jour. Ces mesures d'austérité, déjà à l'oeuvre dans les organismes de recherche et les universités, ont des conséquences notables sur les conditions de travail des personnels – de plus en plus dégradées et aboutissant trop souvent à des situations dramatiques – et les conditions d'études des étudiants – de moins en moins propices à la réussite et à une formation adaptées aux défis actuels –, avec des conditions de vie parfois tout aussi dramatiques. Les gels d'emplois vont vraisemblablement perdurer et les conditions de travail vont continuer à se détériorer dans tous les secteurs qu'ils soient prioritaires ou non prioritaires, la part de l'emploi précaire ne diminue pas, avec le cortège de situations difficiles qu'il implique.

Le manque de budget crée des conditions difficiles pour le déroulement des études dans l'Enseignement Supérieur et l'obtention des diplômes pour tous les étudiants. Avec la mise en place de capacités d'accueil réduites, la baisse de l'encadrement et la fermeture de filières, c'est la démocratisation de l'enseignement supérieur qui est en panne. Sans protection sociale satisfaisante, les étudiants sont également frappés de plein fouet par la précarité et l'obligation de se salarier au détriment de leurs études.

De nouvelles coupes budgétaires annoncées génèrent cette nouvelle austérité. De plus, le pacte de responsabilité porte aussi atteinte à la branche famille de la Sécurité Sociale.

Pour toutes ces raisons, les syndicats soussignés se prononcent :

- Contre le pacte de responsabilité et les 50 milliards de coupes dans les dépenses publiques pour le financer, en opposition aux besoins des personnels, des étudiants et de la population
- Pour le rattrapage de la valeur du point d'indice depuis 2010 et le maintien du pouvoir d'achat pour les agents actifs et retraités
- Pour un plan de titularisation de tous les contractuels remplissant des fonctions permanentes, ce qui suppose d'abonder en conséquence la masse salariale
- Pour une réorganisation de la grille indiciaire et des carrières qui permette une véritable reconnaissance des qualifications
- Pour une profonde amélioration des conditions de vie et d'études des étudiants avec un investissement dans les formations et le système d'aide sociale.
- Pour des moyens en postes et en crédits afin que l'Enseignement Supérieur et la Recherche répondent aux besoins de la Société

Les fédérations de la fonction publique CGT, CFDT, UNSA, FSU, FO, Solidaires, CFTC et Autonomes appellent à une journée de mobilisation le 15 mai 2014.

Les syndicats soussignés appellent les personnels de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche à la mobilisation et à la grève le 15 mai.

Les syndicats proposent aux personnels de tenir des AG dans les établissements, les services, les laboratoires pour discuter de leurs revendications et des formes d'action. Les syndicats proposent aux étudiants de se joindre à la mobilisation sous les formes qu'ils décideront.

Les syndicats signataires: CGT (SNTRS, FERC-SUP, CGT INRA), FSU (SNESUP, SNCS, SNETAP, SNEP, SNASUB), FO (SNPREES, SUPAUTONOME), Solidaires (Sud Recherche EPST, Solidaires Etudiant-e-s), UNEF